

Recherches sociographiques



Bernard VACHON (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états*

Raymond Beaudry

Volume 34, Number 1, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056761ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056761ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beaudry, R. (1993). Review of [Bernard VACHON (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états*]. *Recherches sociographiques*, 34(1), 184–188.

<https://doi.org/10.7202/056761ar>

Si la référence aux thèses de WEBER est stimulante, elle ne va pas sans problèmes. En premier lieu, Weber disposait d'une distance historique pour mener son enquête et tester sa théorie, ce qui ne nous est pas possible. En deuxième lieu, l'éthique protestante, qui a entretenu des rapports privilégiés avec l'esprit du capitalisme, repose sur une vision de l'au-delà et du rapport des humains avec lui. Cette orientation à l'égard de Dieu impose-t-elle un impératif plus solide à la conduite humaine que les « diverses éthiques environnementales » qu'on propose aujourd'hui ? De plus, la thèse wébérienne, si brillante et innovatrice soit-elle, ne va pas sans contestation. Une abondante littérature l'invalide sur des bases à la fois historiques et théoriques. Il est peu fait mention de ces critiques. Le rapport de causalité entre les valeurs et la conduite des affaires économiques reste, ici comme chez Weber, à élucider.

Enfin, l'esprit de l'écologisme délogera-t-il l'esprit du capitalisme ? C'est une question de prospective pleine de pièges, car plusieurs défendent que le capitalisme peut fort bien s'accommoder des contraintes environnementales et peut intégrer à sa logique les problèmes d'épuisement des ressources, de pollution, de protection de la biodiversité, etc.

Une dernière remarque : je reste étonné qu'aucun auteur n'ait parlé des écrits de Murray BOOKCHIN, qui, dans ce domaine de l'écologie sociale et politique, a élaboré une pensée originale, bien avant tout le monde.

Louis GUAY

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Bernard VACHON (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états*, Montréal, Boréal, 1991, 311 p.

Je me suis demandé en parcourant cet ouvrage, où il est amplement question de l'état « agonisant » du milieu rural, s'il ne fallait pas rendre compte, non pas tellement de l'état du monde rural, mais plutôt de celui de la pensée chez ceux et celles qui tentent de saisir ce monde. Autrement dit, comment les auteurs expliquent-ils et comprennent-ils, par exemple, les mutations du monde rural, quels moyens et quelles solutions proposent-ils pour lui redonner la « dignité » qu'il mérite ? Car au-delà des constatations, il est aussi question de préciser les limites imposées par la modernité, de dégonfler quelques grands mythes sur la ruralité et de proposer des savoir-faire qui permettraient aux personnes qui habitent la campagne de repartir sur de nouvelles bases. Mais, pour participer à la recomposition d'une subjectivité allant dans le sens d'une resingularisation du sujet individuel et collectif, il faut d'abord rompre avec les thèmes « surplombants » de la modernité et prendre ses distances par rapport aux discours dominants, et fort ambigus, sur la ruralité. C'est, à mon avis, ce que les auteurs n'arrivent pas toujours à faire. Il me paraissait important de noter ce « petit détail » oublié, question de ne pas perdre de vue que les grands thèmes de la modernité tendent à disparaître pour s'affubler d'ornements fort sympathiques mais parfois illusoire, qu'on retrouve aussi bien dans la bouche des ministres du développement régional que dans celle des intellectuels : développement global et durable, antiproductivisme, diversité des cultures, « agri-culture ».

Le livre se divise en quatre parties. Treize collaborateurs signent un total de quinze textes, dont une annexe, qui est en fait une lettre ouverte au ministre Claude Ryan sur la réforme du financement des services municipaux, et une conclusion, aussi sous la forme d'une lettre ouverte, cette fois à un ami faisant état du «déclin» de la ruralité.

La première partie s'intitule «Contexte géographique, historique et social du Québec rural». Clermont DUGAS et Bernard VACHON définissent d'abord le territoire rural comme étant «tout ce qui n'est pas urbain» (p. 21). Les auteurs dressent par la suite un bilan des programmes de développement et d'aménagement depuis le début des années 1960 jusqu'à la création des M.R.C. Ils leur reconnaissent d'abord un côté positif, celui d'avoir su insuffler «un nouvel esprit de compétition, d'innovation et de créativité» (p. 30), mais soulignent, c'est là le côté négatif, que la décentralisation est «inachevée», car il lui manque un programme de formation qui permettrait aux élus de mieux gérer leur propre territoire. Voilà donc une première clé de nature stratégique pour remédier aux déficiences de l'État.

Serge COURVILLE nous invite, lui, à nous débarrasser de deux grands mythes, celui de la campagne heureuse et celui de l'inertie rurale. Malheureusement en citant la période de 1815 à 1840 comme exemple d'«équilibre» économique et social où la destinée du milieu rural était commandée de l'intérieur, où les rapports ville / campagne étaient en harmonie, il ne fait que reconduire le mythe d'une ruralité perdue vivant, soi disant, un état d'équilibre entre le monde intérieur et le monde extérieur. De plus, il ne se soucie pas trop du fait que sa vision du changement soit très idéaliste puisque, dit-il, «ici tout est affaire d'attitudes et de mentalités» (p. 52).

Marcel BÉLANGER s'intéresse aux phénomènes migratoires. Même si ceux-ci ont entraîné une concentration et un dépeuplement des espaces agricoles, il constate la pérennité de l'espace rural qui conserve une très grande diversité et une capacité réelle de reconstruction. Le changement est compris dans une logique évolutionniste, tel un long fleuve tranquille: «les ruraux bâtissent un paysage qui marque leur passage en cette époque, qui, elle aussi, passera» (p. 60).

Pour sa part, Jacques BRODEUR cherche, à travers le support symbolique des mots, le changement des valeurs et des mentalités. Il prend pour exemple le mot «gestion» qui témoigne de la désacralisation des valeurs traditionnelles. Selon lui, cette notion de gestion est trop souvent réduite à des activités économiques. Cela empêche de découvrir ce qui dans la société rurale constitue le ferment de la sérénité, des valeurs fondamentales qui furent énoncées par Lionel Groulx et qui sont encore bien présentes dans la ruralité. L'auteur s'appuie sur une enquête auprès de différents groupes d'élèves ruraux qui ont manifesté leur attachement aux valeurs traditionnelles et qui ont compris qu'au-delà de la technologie «nous sommes restés des hommes» (p. 72). Je cite quelques extraits: «Le déjeuner est pris par toute la famille ainsi que le repas du soir», «Mon père fait la prière avant le repas du soir», «Il n'y a pas de travail à la ferme le dimanche», «En été, le vendredi, en fin d'après-midi, mon père sort la bière que nous prenons ensemble», «On reçoit la bénédiction paternelle le jour de l'An» (p. 78-79). Ces témoignages ne nous renseignent guère sur les enjeux symboliques de la ruralité. Ici l'alternative aux objectifs de rentabilité semble se chercher du côté des traditions paternalistes.

Un dernier texte de Bruno JEAN clôt cette section. L'auteur, en définissant le monde rural comme «un mode particulier d'utilisation de l'espace et de la vie sociale», permet d'éviter l'homogénéisation des espaces ruraux et urbains et de rendre compte ainsi de la spécificité et de la différenciation du monde rural. L'enjeu se situerait donc dans les espaces

ruraux menacés par une vision sectorielle du développement, et nous ferions face à un problème de reconnaissance de la ruralité qui passe par «une collaboration entre des savoirs différents» (p. 102). En conclusion, Jean insiste sur la nécessité de penser la ruralité «autant dans une exigence théorique que dans une demande sociale» (p. 101). On peut s'interroger sur le lien entre la théorie et les «demandes» sociales. Tout comme chez Brodeur la théorie, ou du moins l'explication du changement, risque d'être à la remorque des «demandes». De qui proviendraient-elles: des agriculteurs, des fonctionnaires, des chercheurs? De plus, l'auteur semble préférer une représentation paradigmatique de «l'espace menacé». Il s'agirait, pour reconnaître la ruralité, de remplacer le développement sectoriel par le développement systémique, ce qui est loin d'être évident.

La deuxième partie porte sur «la dynamique culturelle de l'espace rural et les forces en présence». Jean-Pierre WAMPACH reprend le concept de «société à deux vitesses» et fonde son espoir sur une réorientation de l'agriculture (autre que productiviste) et sur une répartition réelle des «gains de productivité résultant de l'application des connaissances nouvelles» (p. 125). Comment se fera cette redistribution? Par la «volonté politique des gouvernements avec des pilotes capables de voir dans le brouillard» (p. 124). On n'est pas loin ici de la bonne vieille théorie cybernétique mettant au centre de la société quelques valeureux pilotes pour qui «gouverner, c'est prévoir». On oublie peut-être que gouverner, c'est d'abord et avant tout pouvoir.

Dans le texte suivant, Guy DEBAILLEUL considère expressément le rôle de l'État et fait une critique fort intéressante des mesures de soutien de l'État en matière agricole. Il démontre qu'elles ont plutôt contribué à miner les fondements de la régulation agricole et il propose de fonder le développement rural «sur la diversification et sur l'extension», donc sur le redéploiement des activités dans l'espace rural, stratégie qui semble être entre les mains des agriculteurs et de la société. Le modèle serait là, d'emblée constitué, il n'attendrait pour se réaliser que la société se mette à l'œuvre.

D'un autre point de vue, Bruno JEAN et Bernard VACHON jugent le modèle productiviste responsable de tous les maux de notre société. Il aurait «été pensé, élaboré et 'vendu' par des décideurs politiques [...] Les agronomes allaient en être les promoteurs auprès des producteurs» (p. 163). Autrement dit, ceux-ci auraient été «victimes» d'un système. Pour s'en sortir, pour «réhabiliter la ruralité», «les réponses se trouvent, selon les auteurs, dans ce qu'on appelle des 'choix de société'» (p. 164) qui semblent se résumer à une question de modèle, à un transfert de technologie, de gestion, de répartition plus équitable des mesures de soutien de l'État.

Abordant un autre ordre de questions, Yolande COHEN s'intéresse aux femmes des régions rurales et à leur participation à la modernisation de la ruralité, avec l'intention d'échapper à l'image stéréotypée de la femme rurale et de montrer que son rôle fut beaucoup plus qu'accessoire. En prenant comme appui les publications des Cercles des fermières du Québec, Cohen montre comment les activités des femmes ont contribué à la formation de valeurs de coopération et d'autarcie économique et comment elles ont mis en place un réseau d'économie domestique basé non sur le profit, mais sur les besoins. L'auteure voit là les signes avant-coureurs du «développement durable». L'analogie est intéressante, mais il ne faut pas trop forcer la réalité et prétendre que les femmes portaient en elles un esprit non mercantile. Il faudrait plutôt essayer de comprendre les conditions qui ont permis la création d'un espace d'économie domestique, déterminé, du moins en partie, par les rapports hommes-femmes. Cohen compare également les revendications de l'élite féminine urbaine

plutôt axées sur l'égalité des sexes à celles de l'élite féminine rurale qui prône leur complémentarité. Elle qualifie les revendications des femmes urbaines d'«appels tonitruants à l'égalité» et laisse sous-entendre, me semble-t-il, qu'elle préfère l'idée de complémentarité: « [...] le monde rural n'est pas dissocié du monde urbain, de la même manière que les femmes et les hommes se complètent.» (P. 182.). On peut s'interroger sur le sens de la notion de complémentarité. Est-ce à dire par exemple, que j'ai besoin de l'autre?

Finalement, Pierre DANSEREAU aborde la question du développement rural sous l'angle «écosystémique». Il élabore un modèle de planification écologique dans lequel on retrouve des niveaux trophiques allant du sol, aux animaux, aux investissements et au contrôle. Il nous propose également une grille d'évaluation qui permet de valider ou non les interventions possibles. Le développement rural se trouve ainsi fortement encadré par une planification «écolo-scientifique». La science dicte les règles à suivre. De plus, elle trouve les responsables des déséquilibres écologiques: l'État dans le cas des réglementations, la famille dans celui des diminutions démographiques. Pour compenser le retrait de l'État, elle identifie des centres d'excellence: ce sont Hydro-Québec et Bell-Northern; elle propose des politiques porteuses d'avenir comme «les décentralisations administratives fédérales et provinciales» (p. 211) et le libre-échange. Bref, Dansereau postule un consensus un peu large autour de la notion de développement durable. En conséquence, le changement vers un tel développement serait essentiellement systémique et à la remorque de la prescription, de la planification, de la technologie et des bonnes intentions. Le modèle banalise les rapports conflictuels.

En troisième partie, on trouve deux articles qui tracent le portrait de deux réalités agricoles, celle de la région de Montréal et celle d'une communauté du Bas-Saint-Laurent, le village de Saint-Mathieu. Ce sont Christopher R. BRYANT, Pierre DESLAURIERS et Claude MAROIS qui signent le premier texte. Ils s'attardent à démontrer que l'influence des villes est loin d'être le seul déterminant dans le changement des structures agricoles. Ils y voient plutôt l'interaction d'un ensemble de forces: les innovations technologiques, la concurrence, les prix agricoles, les changements politiques et institutionnels (quotas, subventions, etc.) et l'évolution des préférences chez les consommateurs, sans compter «le flair entrepreneurial» (p. 219). Les auteurs, soucieux d'évoquer l'hétérogénéité de l'espace rural métropolitain, mettent en évidence trois types de zones agricoles importantes: celles de dégénérescence fortement influencées par la pression urbaine, celles d'adaptation qui ont su s'ajuster au marché métropolitain et celles de développement agricole qui conservent d'une certaine manière leur intégrité. Sans entrer dans les détails qui permettraient de rendre compte de la diversité de ce milieu et de ses contradictions, les auteurs penchent pour la position réaliste d'une agriculture à temps partiel. Mais, si les recherches semblent aller bon train dans la direction des pratiques alternatives, des blocages perdurent du côté des agriculteurs: «Leur adaptation est lente puisqu'elle se heurte aux réticences des agriculteurs» (P. 229.). Ici tout semble tenir à l'«adaptation» et à la «lenteur» des changements. On n'est pas loin d'une conception bio-évolutionniste du développement, et pour que cela se fasse, les auteurs font «appel à un capitalisme flexible et aux atouts des régions centrales» (p. 230).

Bernard VACHON, quant à lui, fait l'éloge d'une époque où le village de Saint-Mathieu connaissait un plein essor, puis il décrit la rupture des années 1960. Je passe sous silence l'avalanche de désastres qui entraînent la région au bord de l'agonie. La population, impuissante devant les forces extérieures, devient la victime d'un système incapable de «produire du travail et des activités valorisantes productrices de richesses collectives» (p. 246). Le système joue au-dessus d'acteurs impuissants à réagir et dont les actions, ou du

moins la situation dans laquelle ils vivent, semblent déterminées par les structures, par le modèle « productiviste ». L'auteur, malgré le fait qu'il présente l'État comme le défenseur des intérêts de la grande entreprise agricole, fonde son espoir sur la nécessité d'une reconnaissance des régions rurales par l'État. On voit mal comment celui-ci peut tenir à la fois ce double rôle. Il serait plus intéressant d'essayer de comprendre les enjeux de ce paradoxe que de tenter de se faire croire que l'État, moyennant un peu de « bonne volonté », pourrait sortir les régions rurales de l'agonie.

Tous les textes de la partie finale sont signés de Bernard VACHON. Ils portent sur la recherche d'un nouveau projet de société rurale. Dès le départ, l'auteur précise qu'il se range du côté des bâtisseurs de la « nouvelle » ruralité et non du côté des fatalistes ou, si l'on veut, des pessimistes. Poser un tel *a priori* inaugure mal la préparation d'un nouveau projet de société et risque d'entraîner l'exclusion ou la mise à l'écart de certaines catégories sociales sous prétexte qu'elles sont « inertes » ou trop critiques. Il ne semble pas que celle-ci et la « construction d'un nouveau modèle » fassent bon ménage. Cela me rappelle des souvenirs pas si lointains d'une certaine modernité. Vachon parle de « redressement », de « rénovation », de « mesures » qui existent déjà mais qui ne demandent qu'à être mieux coordonnées et adaptées. Une fois encore, le modèle semble déjà constitué, il s'agirait tout simplement de se mettre à la tâche. Le pouvoir, l'État, la décentralisation, le développement global et local, le savoir, la connaissance sont des notions qui ne sont jamais remises en question et toujours idéalisées. L'État devient « partenaire », un accompagnateur d'acteurs qui, de « porteurs d'eau », se transforment en « porteurs de projets » (p. 286). La question de la formation, qui est un élément clé pour « une nouvelle logique de développement », ne peut se concevoir que dans le partage du pouvoir : « informer et former, c'est partager le pouvoir » (p. 286). En résumé, l'auteur reprend le mythe de la planification qui se veut cette fois-ci globale et durable. Son discours se confond avec celui de l'État.

Raymond BEAUDRY

Denis GOULET et André PARADIS, *Trois siècles d'histoire médicale au Québec. Chronologie des institutions et des pratiques (1639-1939)*, Montréal, VLB Éditeur, 1992, 530 p.

L'histoire de la médecine connaît un nouvel essor depuis une quinzaine d'années. Rédigée à ses débuts en grande partie par des médecins à l'intention de leurs confrères et préoccupée surtout par l'émergence de la profession et la biographie des pionniers, cette histoire diversifie maintenant ses sources, ses méthodes et ses approches. Devant cette efflorescence, Denis Goulet et André Paradis ont senti le besoin de combler un vide et de réaliser, à l'intention des chercheurs, des professionnels de la santé, des étudiants, des bibliothécaires et du grand public en général, auquel il est destiné, un outil de travail qui devrait faciliter l'accès à une information de qualité. En plus d'« informer adéquatement » leurs lecteurs, les auteurs prétendent aussi « leur inspirer une curiosité nouvelle pour l'histoire médicale et donner lieu peut-être à des pistes de recherche inédites » (p. 21).

S'il était matériellement impossible de recenser toute la production historique relative au domaine de la santé, les auteurs ont retenu plus de 120 titres parmi un large éventail de